

4. Collusion de 1937

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

En 1937, les deux principales sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia décident de s'entendre et, au lieu de continuer à se battre dans une «guerre» commerciale de longue date, elles décident de nous victimiser, leurs employeurs.

L'essence de cette collusion illégale, illégale et immorale d'employés et de bureaucrates fédéraux et de leurs employés franchisés "d'État d'État" est commémorée comme "la Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Il s'agit d'un contrat que nos employés et bureaucrates fédéraux ont accepté entre eux, ainsi que leurs propres gestionnaires de franchises de l'État d'État. Depuis, ils ont utilisé cette «déclaration» pour excuser leur négligence grave et leurs activités de trahison et de racket sur notre terre et notre sol.

Nous en avons des copies. Même si ces documents sont manuscrits et surdimensionnés, nous en avons des copies jpeg disponibles à la vente afin que chacun puisse avoir sa propre copie de la preuve absolue de cette collusion et qui en était responsable.

Tous les auteurs d'origine, sauf quelques-uns, sont maintenant morts, mais le blâme n'est pas la question. Le fait est que cette collusion existe, elle a commencé à un moment connu, elle est criminelle ---- et elle est toujours en cours.

Tout juge en a pris connaissance et a présenté la preuve qui ne prend pas de mesures immédiates à son encontre: (1) pas un juge - (de loin la réponse la plus courante) ou (2) est un juge qui commet une faute de trahison, une infraction grave au capital.

C'est un principe fondamental de la loi que les contrats de ce type, c'est-à-dire les contrats qui sont illégaux, immoraux et illégaux et qui sont formés parmi les criminels et les organisations criminelles pour organiser, encourager et accélérer le crime, sont nuls depuis le début, mais tant que les propriétaires-exploitants de ces sociétés municipales déchaînées ne sont pas pris à partie pour cela, les abus et la criminalité continuent.

Les employés de ces organisations de racket moralisatrices supposent qu'ils font la bonne chose et le font de la bonne façon, car c'est ce qu'on leur enseigne et, selon toute vraisemblance, c'est ce que deux ou trois générations de fonctionnaires dans ce pays ont appris - par erreur.

Ces mêmes personnes nous dénaturent par ignorance, nous et notre gouvernement américain légal, comme étant "absents", "interrègne" et "perdus en mer" parce que nous n'avons pas reconstruit notre sous-traitant fédéral américain, la soi-disant République fédérale, après la guerre civile.

Soyons très clairs. La Confédération des États nous appartient, et la République fédérale qui était auparavant exploitée par la Confédération des États, nous appartient également --- pas aux sociétés municipales étrangères restantes opérant toujours dans le district de Columbia. Tout est à nous et nous le revendiquons.

Nous revendiquons également le droit de réorganiser et de reconstruire nos instruments gouvernementaux quand et comme bon nous semble. Si nous ne reconstruisons jamais la Confédération des États (des États) ou la République fédérale ou ces deux entités longtemps inutilisables, c'est notre affaire. Personne d'autre.

Nous, les délégués, conservons les pouvoirs délégués restitués de la Confédération et de la République fédérale, et notre Fédération des États est compétente pour fournir tous les services que ces organisations fournissaient aussi longtemps que nous en avons besoin ou que nous le voulons. Nous l'avons démontré pendant cinq ans, 1776 - 1781.

Étant donné qu'aucune des deux sociétés municipales étrangères hébergées dans le district de Columbia n'a rempli son devoir d'informer leurs employeurs, elles opèrent dans la fraude brute, la violation flagrante de la confiance, la négligence grave et en violation de leurs contrats de service depuis des décennies.

Ils ont également subi de nombreuses faillites frauduleuses qu'ils ont indûment imputées à nos frais et ils ont prétendu être nos fiduciaires lorsqu'il est évident que nous n'avons pas besoin de tels fiduciaires et n'avons jamais désigné aucune des sociétés municipales étrangères restant dans le district de Columbia pour agir dans de telles capacités.

La collusion de 1937 démontrée par "La déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis" est suffisante, à elle seule, pour démontrer la culpabilité, l'intérêt personnel, la négligence et la mauvaise foi des deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs franchises, départements et agences d'État d'État, dont la plupart ont été créés ou embauchés dans des conditions de fraude.

La malveillance déraisonnable et insoluble manifestée par ces employés publics étrangers envers les États et les personnes américains à qui ils doivent "bonne foi" et "service" et leur poursuite des profits de guerre illégaux et immoraux et leur implication dans des activités criminelles, y compris la traite des êtres humains, la conversion illégale, la piraterie intérieure, le racket, le complot contre nos constitutions et l'évasion de leurs obligations contractuelles, est une raison plus que suffisante pour liquider ces sociétés municipales en somme totale, et restituer tous les actifs qu'ils ont volés et les bénéfices de leurs crimes à ceux qui ont été contraints de payer leurs dépenses, de supporter leur

les faillites sans notre permission, subissent leur racket pernicieux et leur occupation militaire territoriale illégale.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

Avril premier 2023

Voir cet article et plus de 4000 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:09:25 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:06:04 by Bryan